

Philippe de Villiers : "Pour se défendre de ses ennemis mortels, la France a besoin d'un pouvoir fort et consenti, fondé sur la confiance et la gratuité sacrificielle"



Dans son nouveau livre intitulé "Le moment est venu de dire ce que j'ai vu" (Editions Albin Michel), le fondateur du Mouvement pour la France (MPF) s'élève contre "la bien-pensance".

Avec Philippe De Villiers

Atlantico : Vous décrivez dans votre livre une France attaquée, grignotée de toute part, par les États-Unis d'un côté, l'islam de l'autre et l'Europe enfin. N'avez-vous plus confiance dans la solidité de l'âme française ?

Philippe De Villiers : Je pense que l'âme française est aujourd'hui en grand péril et que la France est peut-être en train de mourir. Elle est submergée de l'extérieur et effondrée de l'intérieur. Submergée car elle n'a plus de frontière, elle n'a plus de souveraineté et elle a donc perdu sa liberté. Elle fait aussi face à une invasion migratoire qui ne dit pas son nom et qui peut prendre des proportions considérables.*

Dans le même temps, elle s'effondre de l'intérieur, victime de formidables coups de boutoir. On apprend en France aux enfants à haïr la mémoire de notre pays, on leur apprend à haïr la grandeur, les drames, la gloire et la mythologie de la France. Beaucoup d'enfants, de jeunes, fuient la France pour chercher d'autres gloires, larmes, grandeurs au bout du monde. **Les laïcards qui nous gouvernent, et qui ont substitué au rêve historique un rêve consumériste pour les jeunes Français, sont à l'origine du vide que les islamistes remplissent.** Quand je parle de l'effondrement de l'intérieur, je pense à la volonté de nos élites mondialisées d'installer petit à petit une société multiculturelle ; de transformer la France en une sorte de damier, de juxtaposition, de communautarismes. Or, on voit bien que partout dans le monde, à commencer par les États-Unis, **les sociétés multiculturelles sont des sociétés multi-confliktuelles.**

L'Histoire nous a quand même montré que des sociétés multiculturelles pouvaient être prospères. Je pense à l'Espagne d'Al Andalous, voire aux sociétés d'Amérique du Sud. Ces exemples ne pourraient donc plus se reproduire aujourd'hui ?

Ils ne le pourraient plus pour une raison simple : dans le monde aujourd'hui se développe un mouvement conquérant, agressif et violent : l'islamisme radical, qui prétend revenir aux sources du Coran, et qui pratique le djihad. L'idéologie de ce mouvement consiste à croire que le monde se divise entre un Dar Al-islam et un Dar Al-Harb. Dans le premier, "la maison de l'islam", la paix est assurée.

Le reste du monde est lui qualifié de Dar Al-Harb, "la maison de la guerre", là où doit être menée une guerre de conquête. Or, la France et l'Europe sont bien dans cette deuxième catégorie... Et sont donc des territoires à conquérir. Celle-ci se fait au moyen de l'infiltration et la démographie. L'enfantement, c'est le jihad des femmes. Je raconte dans mon livre une longue conversation édifiante avec le roi Hassan II. Il m'a dit ceci : **"vous seriez fous de croire que vous allez intégrer les marocains. Ils ne seront jamais français, ils sont musulmans et font partie de l'oumma." L'oumma, c'est la communauté des croyants, elle est en quelque sorte une "supernationalité" qui ravale la nationalité à un simple accessoire.**

Mais ces populations qui arrivent depuis la Syrie fuient plutôt cet islam radical dont vous parlez...

J'ai étudié de près le grand mouvement migratoire dont nous avons sous les yeux les prémices. Il se caractérise par 80% d'hommes. Ce qui veut dire que là-bas, les femmes se battent et que les hommes s'en vont. Deuxièmement, 95% de musulmans les composent. Et sont parfois "infiltrés" comme l'a souligné le Premier ministre britannique. Troisièmement, ce ne sont pas les pauvres qui s'en vont. Les pauvres restent, ce sont les cadres moyens et supérieurs qui arrivent, ceux qui ont les ressources nécessaires pour payer les 9 000 euros qu'exigent les passeurs. Ce sont des médecins, des ingénieurs, des informaticiens. **Il s'agit donc, de la part de l'Europe, sous la férule de Mme Merkel, de ce qu'on pourrait appeler un rapt, et destiné à organiser un marché du travail complémentaire par un transfert de richesses humaines et une ponction des meilleurs éléments d'un Orient exsangue.** Les chrétiens, qui eux, souffrent le martyr, restent là-bas. D'ailleurs, les prêtres et les évêques le leur demandent. Et oserais-je le dire, ils considèrent avec bonheur d'être sous la protection de la Russie, aujourd'hui protectrice des chrétiens d'Orient.

L'appel d'air suscité par Mme Merkel et M Hollande est porteur des plus grands dangers pour l'Europe, puisque nous savons que quatre millions d'individus terrorisés se trouvent dans les trois pays contigus de la Syrie : la Turquie, la Jordanie et le Liban. Ce ne sont donc pas 300 000 Syriens qui vont arriver en Europe, ni même 500 000, mais quatre millions. Par ailleurs, selon un sondage Galup, 700 millions de personnes souhaiteraient quitter leur territoire dans les 10 années qui viennent à partir de l'hémisphère sud.

Dans ceux-là, un certain nombre de terroristes virtuels se fondent dans la masse. **J'ajoute que le terreau de l'islamisme, c'est l'islam. Je trouve cocasse, et tragique, l'aphorisme de nos politiciens selon lequel "plus il y aura de mosquées, moins il y aura d'islamisme".** Dans mon livre, j'explique que le calcul des politiciens est totalement démenti par les faits : "l'islam modéré est dans les mosquées, l'islam radical est dans les caves. Il faut donc favoriser l'islam modéré pour faire disparaître l'islam radical. Il faut donc sortir l'islam radical des caves, et multiplier les mosquées". **Or aujourd'hui, on découvre qu'il y a 80 mosquées salafistes, et que dans nombre d'entre-elles, les prêches de feu des imams préparent, forment, édifient et stimulent les terroristes.**

Devons-nous donc réfléchir à leur fermeture ?

Il faut imiter, ce qu'a fait la Russie chez elle. J'ai eu une conversation à ce sujet avec Vladimir Poutine qui m'a dit **"vous en France, vous avez des musulmans français ; nous en Russie, nous avons des Russes musulmans. Quelle différence entre les deux ? En Russie, on applique le principe qui dit qu'à Rome, on vit comme les Romains."** En France, dans un pays qui se désintègre, on applique le principe contraire. On tolère tout.

Qu'est-ce que cela impliquerait concrètement de l'appliquer ?

Cela consiste à accepter le mode de vie à la française, accepter d'apprendre à aimer l'Histoire de France qui commence par la phrase "nos ancêtres les gaulois". On devient français à partir du moment où l'on intègre au plus profond de soi-même l'amour de la France. Mais c'est aussi accepter une forme de parité entre les mosquées chez nous et les églises dans la péninsule arabique... Pas plus de mosquées chez nous qu'il n'y en a là-bas. **L'idée de développer un islam de France sur le territoire national est une idée folle.** Une idée qui ne tient pas compte de toutes les leçons de l'Histoire : là où est l'islam, il est conquérant. Là où est l'islam, il y a le djihad. J'évoque dans mon livre une discussion que j'ai eu un jour avec Tariq Ramadam et qui disait que les Français se laissent tromper par ce qu'on appelle dans le Coran la taqiya, qui fait un devoir aux musulmans de pratiquer la dissimulation quand ils sont minoritaires, et de n'imposer la charia que lorsqu'ils deviennent majoritaires, le jour venu. Nous sommes aujourd'hui dans la première phase. Ce n'est pas moi qui le dis.

Mais pour appliquer ce que vous proposez : une parité entre le nombre de mosquées en France et le nombre d'églises dans la péninsule arabique, cela signifie qu'il faut fermer des mosquées sur notre territoire ?

Non, cela signifie qu'il faut un moratoire, qu'il ne faut plus en construire en France. Il faut répondre avec énergie à M Boubakeur **non, la France ne doit pas devenir la fille aînée de l'islam.**

Dans votre livre, le premier chapitre dresse un portrait très sombre de la classe politique, qui selon vous va connaître le "chaos". Qu'entendez-vous par-là ?

J'ai été un homme politique et ne le suis plus. Ma parole est libre, et si j'ai écrit ce livre, ce n'est pas pour le plaisir de livrer des anecdotes ou des portraits truculents. Les anecdotes et les portraits sont au service d'une analyse, de ce que j'ai vécu depuis les années 70 en coulisses.

Ce que j'ai vu, je le résumerai ainsi : **j'ai vu derrière les mensonges se profiler la haute trahison.** De ceux qui par intérêt, au service des firmes a-nationales, ont voulu organiser un marché planétaire, et donc abattre les nations, les souverainetés et de ceux qui par idéologie ont voulu fabriquer un homme nomade, déraciné, désaffilié, desexué. Tout s'est joué en mai 1968, avec la naissance du

"boboïsme" qui a favorisé la jonction du libéral et du libertaire, du "no frontier, no limit". Je me rappelle d'une conversation savoureuse avec Daniel Cohn-Bendit que j'ai bien connu au Parlement européen et à qui j'ai dit que finalement, Giscard pouvait être considéré comme son fils spirituel. Ce à quoi il m'a répondu que oui.

Les hommes politiques français ont abattu les murs porteurs : le caractère sacré de la vie. La filiation comme repère, la nation comme héritage, la frontière comme ancrage et le rêve français comme fenêtre sur le monde. Ils ont accepté les audaces des avilisseurs du patrimoine français, et ils ont laissé les instituteurs du néant distiller dans le cœur des jeunes Français l'idée que la France était haïssable, une tache ignominieuse sur la carte des points précieux de la planète.

Ces démolisseurs ont agi, selon vous, de façon consciente et concertée ou bien inconsciente et désordonnée ?

Inconsciente et désordonnée. **L'idée que la France ne doit plus être défendue, qu'elle a fait son temps est un mouvement général.** Je raconte, dans mon livre, que depuis le départ de Georges Pompidou, qui était un homme épris de poésie et d'Histoire, c'est-à-dire de culture française, ses successeurs, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande sont des analphabètes de l'Histoire de France. Je raconte une anecdote révélatrice : un soir, à l'Élysée, je participais à un dîner présidé par François Mitterrand en présence de Margaret Thatcher, Helmut Kohl et Jacques Chirac. Mitterrand, pour détendre l'atmosphère, demande à ses convives qu'elle est pour eux, la date de l'Histoire européenne la plus importante. Il se tourne vers Thatcher qui répond : 1215, la grande Charte, car elle fonde la démocratie. Helmut Kohl, après un temps de réflexion, dit 1648, le traité de Westphalie parce que c'est le fondement de la nouvelle Europe. François Mitterrand, lance : 496, le baptême de Clovis. Et il ajoute un succulent "tout compte fait". Arrive le tour de Jacques Chirac qui soulève son verre de bière et dit : "1664, Kronenbourg", c'est à dire : on s'en fout.

Quand vous parlez de chaos, à quoi pensez vous ? Craignez-vous un coup d'État, une révolution ?

Je ne peux pas vous répondre sur la forme que prendra le rejet de la classe politique qui nous gouverne depuis 50 ans, mais je suis convaincu que l'on va vers des événements graves parce que le peuple français n'en peut plus d'être ainsi manipulé, écrasé, terrorisé.

Pourquoi terrorisé ?

Ce matin, j'ai ouvert mon courrier et j'avais une vingtaine de lettres de parlementaires français qui me disaient : "on a acheté ton livre, on l'a lu d'une seule traite, bravo. Mais nous, on ne peut pas parler". Pourquoi sont-ils réduits au silence ? Parce que la bien-pensance a organisé une police de la pensée avec un périmètre sanitaire qui entoure la cage aux "phobes". **Vous êtes, pour un mot, pénalement menacé, on vous accuse d'homophobie, de xénophobie, d'euro-phobie, d'islamophobie. En France, la christianophobie est une opinion, vous pouvez profaner la croix du Christ sans conséquence, en revanche l'islamophobie est un délit.** Le livre que j'ai écrit sur les mosquées de Roissy ne pourrait plus paraître. Les hommes politiques sont terrés, tapis, recroquevillés. Ils se taisent. Il y a aujourd'hui des associations qui ont un privilège de puissance publique et qui ont le droit de traquer, de poursuivre, la parole de trop. C'est-à-dire que nous assistons, comme dans les Etats totalitaires, à la judiciarisation des pensées et des arrières pensées.

Nicolas Sarkozy, à qui vous consacrez un chapitre que vous appelez le lapin-tambour, a essayé de faire bouger les choses en lançant le débat sur l'identité nationale. C'est une bonne initiative selon vous ?

Bien sûr, mais je connais Nicolas depuis très longtemps et je raconte dans mon livre comment il a organisé ce débat. Sarkozy avait de bons réflexes quand il suivait les conseils du docteur Buisson qu'il appelait l'alchimiste. Un jour, durant la campagne de 2007, il a fait venir dans son bureau le docteur Buisson qui a sorti ses cornues. Elles étaient remplies de liquides qui étaient des prélèvements d'opinion et tout à coup Sarkozy, tout ouïe, tout en candidature, tout en frémissement, regarde Buisson et dit : qu'est-ce que ce liquide vert qui monte dans la cornue centrale ? Et Buisson lui a répondu : c'est le mot identité nationale, il rapporte 10 point. Alors, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité et il a annoncé, dès le lendemain chez Arlette Chabot, un ministère de l'Identité nationale. **Ça n'est pas un homme de doctrine, c'est un homme de marketing comme le sont Juppé, Fillon et tous les autres. Ils suivent l'opinion des sondeurs, ils font du consumérisme politique.**

Vous mettez tout le monde dans le même sac. D'où, selon vous, viendra le salut ? Qui sera le bon candidat, la bonne personne, pour diriger la France ?

Pourquoi se ressemblent-ils tous ? Parce qu'aujourd'hui les hommes politiques de droite et de gauche sont libéraux, atlantistes, et mondialistes. Ce sont eux qui ont provoqué l'avortement de masse, l'immigration de masse, le transfert de souveraineté et la fin de toute forme d'éducation aux valeurs fondamentales. Leur bilan est désastreux, ils ont coulé la France, ce sont des naufragés en cravate. Le salut viendra d'une génération nouvelle de dissidents, j'emprunte ce mot à Alexandre Soljenitsyne, qui m'a dit en 1996 en me regardant dans les yeux : **les Européens sont au bord du gouffre, vous avez la maladie du vide, mais viendra le jour où des hommes se lèveront avec des petits lucioles.** Les dissidents aujourd'hui sont à l'Est, ils vont passer à l'Ouest. Ils se promèneront avec un samizdat sous la pèlerine, c'est-à-dire un petit manuel de résistance pour fabriquer des réfractaires. Ça a commencé en France avec la grande manifestation sur la famille, deux millions de personnes sont descendues dans la rue, le plus gratuitement du monde, ça veut dire que la France n'est pas morte.

Est-ce que vous voyez aujourd'hui une personne en France capable de porter cette parole, de l'incarner

? Marine Le Pen par exemple ?

Aujourd'hui la parole politique est discréditée et seule la parole métapolitique est entendue, écoutée. Regardez les Zemmour, Onfray et Finkielkraut, on les écoute car la parole métapolitique semble authentique alors que la parole politique n'est que calcul. Mais ça n'est pas à moi de faire des préconisations électorales.

Vous avez expliqué récemment que vous voteriez pour Eric Zemmour...

J'ai simplement répondu à un journaliste. **Je connais Eric Zemmour, il dit la vérité et il est courageux.** J'ai quitté la politique par la grande porte je ne reviendrai pas par la cuisine mais ce dont je veux témoigner c'est qu'il y a une génération qui est en train de se lever qui est une génération de dissidents, **c'est-à-dire de jeunes qui ont compris que la seule manière de relever la France c'était de retrouver les murs porteurs.** Quand on marche à tâtons dans une maison qui s'effondre, il faut, disent les anciens, retrouver les murs porteurs. **Ces murs porteurs sont la famille, la famille de la famille c'est-à-dire la nation, les valeurs fondamentales de la vie, de la transmission, de la filiation, de l'enracinement.** J'ai quitté l'arène politique, mais le meilleur service que je puisse rendre aujourd'hui, c'est de donner à ces jeunes dissidents, qui sortent de la grande catacombe une luciole à la main, un filigrane pour se guider dans ces obscurités où les élites mondialisées nous ont plongés.

Pour dépasser la simple question de personne vous affirmez, dans votre livre, que le pouvoir est composé de deux éléments : la potestas, le pouvoir de gouverner et l'auctoritas, l'aura, la puissance symbolique et que l'on a perdu les deux. Comment les retrouver, cela passerait-il par un changement de régime ?

Ce qui est en cause c'est la légitimité, il n'y a pas d'autre forme de légitimité que celle du service rendu. On est légitime lorsqu'on rend service, on n'est pas légitime quand on se rend service à soi-même. Donc être légitime, c'est se sacrifier. Il n'y a pas d'autre politique que sacrificielle, la légitimité est oblatrice, elle est une offrande de soi et quand on a l'honneur d'être responsable d'un peuple qui est le peuple français, quand on a l'honneur d'avoir à conduire son destin, tout ne devrait être que sacrifice. Jadis, le pouvoir était un service, et je pense à tous ceux qui se sont sacrifiés à commencer par le roi Saint Louis, sans oublier Jeanne d'Arc. **Aujourd'hui, le pouvoir est devenu une consommation. La potestas est partie à Bruxelles et l'auctoritas dans les médias.**

Comment récupère-t-on ce pouvoir ?

Le mur de Maastricht va tomber, l'Union européenne va s'effondrer, c'est une question de mois ou de quelques années. On le sent comme on sentait que le mur de Berlin allait tomber. Or, quand le mur de Berlin est tombé, on a retrouvé, à l'Est, des forces morales, des forces vives et le droit de pouvoir reparler de valeurs aujourd'hui interdites. Réfléchissons aux étymologies : la nation veut dire naître, elle renvoie à la maternité, la patrie veut dire terre des pères, elle renvoie à la paternité. Comment voudrait-on pratiquer la fraternité aujourd'hui s'il n'y a plus de père et plus de mère. Il faut donc retrouver les notions essentielles. La nation n'est pas un obstacle à la fraternité cosmique c'est le chemin du monde.

Vous regrettez dans votre livre "Un pouvoir sans un minimum de durée". La question de la longévité du pouvoir en place est importante ?

Elle est capitale. Un pouvoir qui n'a pas la durée est englouti dans l'espace.

Claude Bartolone propose de revenir au septennat, est-ce une solution ?

C'est une première marche utile. Marie-France Garaud disait : un mandat rétréci dans sa durée et diminué dans sa nature. De ce point de vue, on a voulu imiter l'Amérique comme toujours. Ca n'est pas par hasard si Nicolas Sarkozy a choisi comme nom de son parti Les Républicains. **Nos hommes politiques sont américanisés et mondialisés dans leur tête. Ils ont perdu le fil des choses essentielles et parmi les choses essentielles il y a la pérennité.** Quand on regarde autour de nous des pays qui retrouvent leur grandeur comme la Russie, le Président peut rester en fonction beaucoup plus longtemps, 12 années consécutives. Il a ainsi la possibilité d'agir dans le temps.

Pour éviter le chaos que vous redoutez, pour lutter contre ce que vous appelez "les ennemis mortels", la mise en place d'un pouvoir fort serait-elle la solution ?

Oui, un pouvoir fort et consenti, fondé sur la confiance et la gratuité sacrificielle, un pouvoir qui rapatrie la souveraineté en France. L'Histoire de France ne doit s'écrire sur le continent américain mais sur le continent européen. Quand le mur de Maastricht sera tombé, il faudra faire enfin l'Europe des Nations, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural.